

7 février 1985 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'hôtel de ville d'Amiens, jeudi 7 février 1985.

Monsieur le maire,

- Je vous remercie de vos paroles de bienvenue, mais aussi de leur contenu. Ce n'est pas prendre une part de mon temps : mon temps est fait pour cela, il est fait pour entendre les élus locaux responsables exposer les difficultés de la population qu'ils représentent. Et mon devoir est de les écouter et de les entendre pour transmettre au gouvernement les besoins que j'ai moi-même ressentis comme dominants. C'est vrai, votre énoncé était impressionnant dans sa précision et sa simplicité. C'est vrai que l'ensemble des industries qui ont disparu pour une raison ou pour une autre représentent une déchirure grave dans la trame économique et donc dans la trame humaine, non seulement de la Picardie, mais plus précisément de la ville d'Amiens.

- Là se trouvent un certain nombre d'entreprises privées, qui ont agi selon leur propre stratégie et pas toujours au gré de l'intérêt national. Le problème pour la puissance publique est de savoir dans quelle mesure elle peut économiquement intervenir pour compenser ces défaillances.

Socialement, en toutes circonstances, il faut le faire £ économiquement : peut-on se substituer dès lors que ces entreprises ont été souvent mal conduites, mal dirigées, mal préparées à la compétition internationale, pas modernisées ? Ce n'est pas la modernisation qui a fait perdre des emplois, c'est l'absence de modernisation, voilà la réalité. La responsabilité de l'Etat ne peut être partout mise en cause, ou alors il faudrait supposer que l'Etat ne pourrait disposer de l'argent des contribuables que pour soutenir artificiellement les entreprises qui seraient elles-mêmes incapables de survivre. C'est pourquoi il faut délibérément choisir par le moyen d'investissement, de l'aide, du -concours de l'Etat, d'une bonne collaboration entre l'Etat et les collectivités locales, et quelles importantes collectivités que celles d'une région comme la Picardie, d'une ville comme Amiens.\

J'ai noté votre mot, monsieur le maire, il avait toute sa force pour sauver la réalité du droit du travail, la Constitution le dit, cela fait partie de nos grands principes, le droit au travail : il faut reconquérir la réalité du droit au travail. Quel est le moyen le plus sûr ? Connaissez-vous des chemins de traverse ? Moi, je ne les connais pas. Je ne suis pas en mesure de disposer de l'argent public pour répondre à tous les besoins qui sont nés du mouvement continu, des ascensions, des chutes, du monde de l'entreprise.

- En revanche, nous pouvons planifier. Nous l'avons fait avec un plan qui est le IXème, avec le contrat Etat-région, le contrat-ville qui en découle, nous pouvons veiller à ce que soient installés les équipements qui permettront le retour d'industries, à ce que soient formés les hommes et les femmes, des travailleurs qui non seulement serviront les machines modernes mais qui les maîtriseront car j'espère que nous ne connaîtrons pas la folie du XIXème siècle qui a vu la machine reconnue par les philosophes et les écrivains du XVIIIème siècle comme devant libérer l'homme du poids de son travail et qui n'ont servi qu'à alourdir la tâche et la peine des travailleurs comme un moyen supplémentaire d'exploitation. Evitons que la révolution industrielle du XXème siècle n'aboutisse au même résultat. Et c'est là, que les choix à faire par le gouvernement et par le chef de l'Etat trouvent toute leur force car comme je l'ai dit tout à l'heure devant l'assemblée régionale, on ne peut pas imaginer que le progrès économique ne puisse être accompagné intimement par le progrès social. Je lie ces deux termes et je dis qu'on ne peut pas résoudre ce problème sans avoir d'abord, ce que nous sommes en train de faire, modernisé l'instrument et préparé les travailleurs.

- Je ne rejette pas le sauvetage de notre économie aux calendes grecques, ce n'est pas pour plus tard, c'est déjà fait dans de grands secteurs puisque les grands paramètres économiques sont déjà très améliorés par rapport aux années précédentes.

- J'ai bien noté ce que vous avez dit, monsieur le maire. Je vous en remercie, vous avez fait votre devoir en me le disant, et moi je ferai mon devoir en en tenant compte. La lutte contre le chômage est engagée sur tous les fronts. La lutte pour la reconquête de la réalité du droit au travail est engagée de toute façon, et nous serons, croyez-moi, en première ligne pour gagner cette bataille, c'est celle que nous avons maintenant devant nous, c'est la préoccupation majeure comme je l'ai dit dans un journal de Picardie : c'est ma préoccupation numéro Un mais il me fallait maîtriser, juguler les données, les causes du mal doivent être guéries avant de songer à en guérir les effets. Je crois que cela est réalisé d'une façon à la fois philosophique sérieuse, cartésienne dira-t-on, économiquement saine au vu des expériences qui se sont produites depuis le début de l'ère industrielle.

On ne peut pas répondre à ces questions si difficiles par la fermeture des frontières, par les protectionnismes. La France ne pourrait pas vivre sur elle-même, ce serait une formidable perte du pouvoir d'achat supplémentaire pour l'ensemble des travailleurs et des producteurs, les consommateurs. C'est impossible, ce serait fou que de désirer s'engager sur cette voie, ce serait une vue étroite, retardataire, ce serait ruiner la France.

- A partir de là, il faut accepter les conséquences de ce choix, c'est-à-dire être les meilleurs, non pas partout, c'est impossible - et puis pourquoi ? - mais là où se déroulent les éléments principaux de la stratégie mondiale. Il faut être les meilleurs dans certains grands secteurs dits "traditionnels" mais qui ne resteront de grands secteurs traditionnels que par l'intrusion, l'insertion de la haute technologie moderne - c'est vrai du textile, c'est vrai de la métallurgie donc de la sidérurgie, c'est vrai de quelques autres industries et en même temps faire un pas en avant. Songez que la France est aujourd'hui le premier pays du monde pour les logiciels de l'ordinateur, non pas pour l'ordinateur mais pour le logiciel, c'est-à-dire pour la part d'intelligence et de mémoire que l'on met dans le contenant, c'est-à-dire dans les boîtes et dans les machines construites pour l'instant prioritairement par d'autres qu'il faut aussi concurrencer sur ce terrain. Nous en sommes capables.

- C'est ce que j'ai dit tout à l'heure de l'informatique pour tous : que tous les petits enfants de France soient amenés à s'initier à cette méthode qui les dirigera d'une façon plus sûre vers les écoles techniques, vers les lycées technologiques, vers les universités technologiques et qui les dotant d'un métier d'une connaissance hors de pair leur donnera le moyen de l'emploi et de l'emploi durable. Oui, c'est vrai, soutenir des industries qui travaillent à perte, ce n'est pas simplement se contenter de dire qu'on a sauvé quelques emplois. En réalité, on a perdu les emplois qui n'étaient pas menacés parce qu'on s'est vidé des réserves qui permettraient de sauvegarder, de préparer, d'aménager le temps qui vient et qui sera celui, tout de même, d'un retour à la croissance.

Monsieur le maire, je ne ferai pas d'autre discours sinon que j'ai été très sensible à la réception dans cet hôtel de ville, ces belles salles marquées par l'histoire, ce bâtiment central qui remonte à une haute et grande époque d'architecture : en porter la marque c'est une sorte de noblesse des formes, richesses de l'art dans lesquelles s'exerce votre activité municipale. J'ai aussi remarqué à quel point vous aviez eu le souci du drapeau et des couleurs françaises pour marquer chez vous la venue du Président de la République : j'y suis sensible parce que même si ce sont des symboles que l'on a si souvent employés, ils ne sont pas usés, ils restent vrais, le patriotisme des Français reste le ressort principal. Je fais appel à ce patriotisme, je sais que vous êtes de ceux qui n'y ont pas manqué quand c'était difficile, quand on engageait sa liberté ou bien sa vie. Mais c'est pas commode non plus maintenant lorsqu'on engage la sécurité et le bien-être de tous les autres dont on a la charge et bien que ces vertus demeurent, je suis sûr que vous le ferez.

- Je terminerai en disant : vive Amiens, vive la République, vive la France.